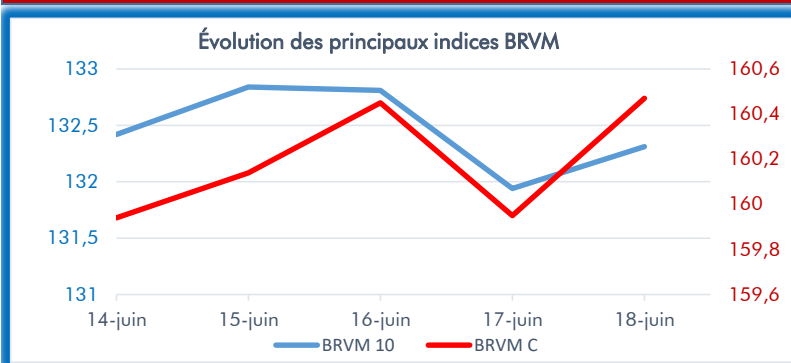


## DONNÉES DU MARCHÉ



### Plus fortes hausses

Titres	Séance du 11/06/2021	Séance du 18/06/2021	Var. en %
NEI-CEDA CI	250	340	36,0%
SAFCA CI	300	395	31,7%
BERNABE CI	1 500	1 845	23,0%
TOTAL SENEGAL	1 480	1 800	21,62%
AIR LIQUIDE CI	345	395	14,50%

### Plus fortes baisses

Titres	Séance du 11/06/2021	Séance du 18/06/2021	Var. en %
CFAO MOTORS CI	810	660	-18,52%
SERVAIR ABIDJAN CI	1 180	1 040	-11,86%
SUCRIVOIRE CI	1 005	935	-6,96%
FILTISAC CI	2 000	1 900	-5,00%
UNIWAX CI	1 390	1 345	-3,23%

### Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

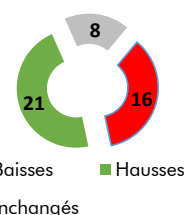
Indicateurs	11/06/2021	18/06/2021	Var. en %
Capitalisation boursière	4 742 155 818 741	4 765 811 972 516	▲ 0,50%
Val. échangée	1 721 528 162	1 204 113 124	▼ -30,06%
Nbre de titres échangés	737 145	649 232	▼ -11,9%
BRVM-C	159,62	160,47	▲ 0,53%
BRVM-10	132,34	132,31	▼ -0,02%

Source : brvm.org

### TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
ONATEL BF	315 236 760	ETI TOGO	164 493
SIB CI	148 129 420	ONATEL BF	97 102
SONATEL	106 934 505	CFAO MOTORS CI	72 648
SITAB CI	77 731 155	SIB CI	44 117
TOTAL SENEGAL	72 917 790	TOTAL SENEGAL	40 560

### Évolution générale des titres



### Marchés étrangers (Afrique)

Indices	11/06/2021	18/06/2021	Var. en %
GHANA GSE-CI	2 712,44	2 645,88	▼ -2,5%
NIGERIA NSE	39 156,26	38 648,91	▼ -1,3%
KENYA NSE	172,33	172,38	▲ 0,0%
TUNISIE TUNINDEX	7 379,13	7 322,00	▼ -0,8%
EGYPT (EGX30)	9 977,90	9 865,59	▼ -1,1%
MAROC MASI	12 462,80	12 487,66	▲ 0,2%

### Cours des matières premières

Matières premières	18/06/2021	Var. 1Janv
Pétrole BRENT USD/Baril	73,68	43,51%
Cacao USD/Tonne	2 372,00	-8,66%
Sucre USD/lb	16,66	9,03%
Coton USD/lb	85,18	9,25%
Caoutchouc USD/kg	2,13	-4,05%

Source : Bloomberg

## Semaine 25 : " le marché maintient la tendance "

Malgré une légère baisse de sa performance par rapport à la semaine dernière, le marché arrive tout de même à maintenir sa tendance haussière entamée une semaine plutôt.

Si le maintien de la tendance haussière a été possible grâce à la présence des acheteurs (21 valeurs en hausse contre 16 en repli), il faut aussi noter le retour de performance du poids lourd de la BRVM, le titre SONATEL (+2,1% à 13900 FCFA) qui a repris des couleurs cette semaine.

L'indice BRVM-C a enregistré une progression de 0,53% et franchit la barre des 160 points soit 160,47 points par rapport à la semaine écoulée. L'indice BRVM-10 quant à lui a subi une tendance contraire en se repliant légèrement de 0,02% à 132,31 points.

Sur le plan individuel, la première place du classement des TOPS 5 de la semaine est occupée par le titre **NEI CÉDA CI** avec une performance hebdomadaire de +36% à 340 FCFA après une stagnation sur la première semaine du mois de juin.

La valeur **SAFCA CI** vient à la deuxième place des TOPS 5 avec une hausse de 31,7% à 395 FCFA. Le cours de l'action enregistre cette performance alors que le résultat de la société, publié en début de mois faisait état d'une perte de 1,64 milliard FCFA.

Dans le TOP 5 du classement se trouvent également les actions **BERNABE CI** (+23,0% à 1845 FCFA), **TOTAL SN** (+21,62% à 1800 FCFA), et **AIR LIQUIDE CI** (+14,50% à 395 FCFA).

Renversant sa tendance de la semaine écoulée, le titre **CFAO MOTORS CI** qui a abandonné sa place de meilleure variation haussière pour se retrouver du côté des perdants cette semaine à la première place des Flops Q5. Le cours de l'action a finalement cédé suite à la pression des vendeurs qui se bousculaient à la vente afin de retirer leurs plus-values après la forte hausse la semaine passée.

Toujours du côté des FLOPS, à la deuxième position se classe le titre **SERVAIR ABIDJAN CI** avec une décote de 11,86% à 1040 FCFA. Durement éprouvé par la pandémie de la Covid 19, le cours de l'action navigue depuis le mois d'avril 2020 (période d'annonce de la première perte du 1<sup>er</sup> trimestre 2020) en dessous de son niveau moyen d'avant la crise soit 1500 FCFA. L'action ne dégage également pas de perspectives claires sur l'année 2021 vu que le marché est toujours dans l'attente des chiffres du premier trimestre.

Les titres **SUCRIVOIRE CI** (-6,96% à 935 FCFA), **FILTISAC CI** (-5,00% à 1900 FCFA) et **UNIWAX CI** (-3,23% à 1345 FCFA), ferment la marche du podium des cinq fortes régressions.

**UEMOA** : selon les estimations de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le PIB au prix courant par habitant dans l'UEMOA est passé de 675.000 FCFA à 735.000 FCFA enregistrant une progression annuelle d'environ 9%.

Le Burkina Faso, avec un PIB/habitant estimé à 463.600 FCFA en 2020 contre 448.800 en 2019, enregistre la plus forte hausse de la région soit 3,29% devant le Bénin (+1,5) et le Niger (+0,32). Ces trois pays sont les seuls à avoir enregistré une croissance du PIB/habitant.

La Côte d'Ivoire quant à elle, a connu une légère baisse de 0,19% de son PIB/ habitant qui est estimé à 1,32 million de FCFA en 2020. Le deuxième plus gros PIB/habitant de l'UEMOA à savoir le Sénégal a vu également son indicateur se contracter de 0,74% sur la période.

Dans les autres pays de la zone, la contreperformance a été respectivement de -21% pour la Guinée-Bissau, -5,8% pour le Mali, -0,72% pour le Togo et -0,32% pour le Niger.

En rappel, le taux de croissance du PIB de l'UEMOA est estimé à +0,9% en 2020 après une hausse de +5,7% en 2019. Une régression attribuée à la baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs de la manufacture, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration en raison de la pandémie de Covid-19.

**Niger** : selon les indications de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans son dernier rapport sur les perspectives économiques, la croissance économique au Niger s'établirait à 7,8% en 2022 à condition que la pandémie mondiale du Covid- 19 soit maîtrisée au cours du premier semestre 2021 au niveau local.

Cette condition remplie, rendrait ainsi possible la reprise des investissements, les constructions d'infrastructures et l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers, indique la BAD.

Ces infrastructures concernent l'exploitation du nouveau gisement de Tafassasset à la frontière avec l'Algérie qui devrait faire passer la production journalière de 20 000 barils à 110 000 barils/ jours et à la construction du pipeline Niger-Benin dont le coût atteint les 2,5 milliards \$ (1346 milliards FCFA).

De son côté, le gouvernement ambitionne de porter la croissance annuelle moyenne à 8 % en transformant la structure économique du pays.

## Le G7 propose une taxation d'au moins 15% pour les GAFA dans le monde entier

La taxation des géants du web est un véritable casse-tête pour de nombreux pays de la planète qui après de vaines tentatives de réglementations finissent souvent par revenir à la case de départ.

Samedi 5 juin, au sommet du G7, les pays membres du groupe de discussion se sont accordés pour taxer les géants du digital au minimum à 15%. L'information, très attendue parce que la taxation des GAFA était le principal point de la rencontre, a été annoncée dans un communiqué conjoint.

Ce taux minimal d'imposition réjouira plusieurs pays, mettra Google, Amazon, Facebook et Apple sur leurs gardes, mais surtout renfrognera les paradis fiscaux. Ces pays, où le taux d'imposition des sociétés sont les plus faibles, captent énormément de fonds grâce aux multinationales qui y installent leur siège pour payer peu d'impôts.

« C'est une très bonne nouvelle pour la justice et la solidarité fiscales, et une mauvaise nouvelle pour les paradis fiscaux du monde entier. Les entreprises ne pourront plus se soustraire à leurs obligations fiscales en transférant astucieusement leurs bénéfices vers des pays à faible fiscalité », a déclaré Olaf Scholz, le ministre des Finances allemand.

Le G7 souhaite également taxer les GAFA où ils font des profits et pas uniquement dans les pays où se trouvent leurs sièges. Le groupe présentera ses réformes à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi qu'au G20 qui se réunit en juillet, en Italie.

Il faut maintenant observer les réactions des différentes multinationales concernées. Facebook, qui avait notamment encouragé une réforme fiscale mondiale dans le secteur du numérique, a réagi positivement, dans un communiqué publié par Nick Clegg son président des affaires internationales, au taux minimum imposé par le G7. « Facebook réclame depuis longtemps une réforme des règles fiscales mondiales et nous nous félicitons des importants progrès réalisés au G7 », a-t-il déclaré.

Source : Agence Ecofin

## OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

### Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- **Le 22-06-2021** : Émission simultanée de deux OAT de la Côte d'Ivoire, **05 ans** au taux d'intérêt de **5,60%** et **12 mois** au taux d'intérêt de **5,90%** de la Côte d'Ivoire pour un montant de **35 milliards FCFA** pour un montant de **35 milliards FCFA**.
- **Le 23-06-2021** : Émission simultanée de 03 OAT du Burkina Faso, **03 ans** au taux d'intérêt de **5,55%**, **05 ans** au taux d'intérêt de **5,80%** et **07 ans** au taux d'intérêt de **6,10%**, pour un montant de **70 milliards FCFA**.

**Du 15 juin au 28 juin 2021** : emprunts obligataires du Trésor Public de la Côte d'Ivoire (TPCI) :

- **130 milliards FCFA** sur **7 ans** au taux d'intérêt de **5,80%**

- **20 milliards FCFA** sur **10 ans** au taux d'intérêt de **5,90%**

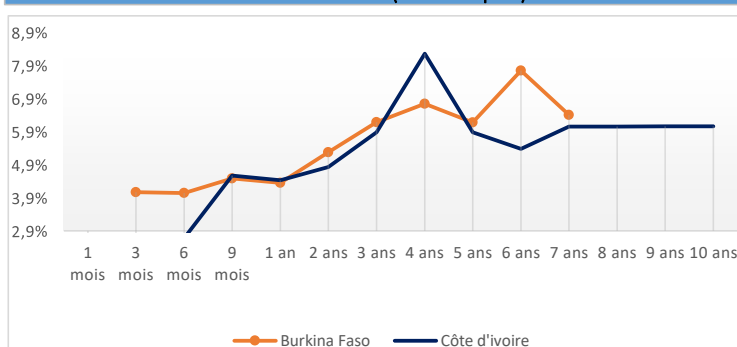
Les emprunts seront remboursés par amortissement constant annuel avec deux années de différé.

Prix unitaire : 10 000 FCFA

Tableau récapitulatif des taux des émetteurs du Marché des Titres Publics (Taux zéro coupon)

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois			1,8%		4,7%	5,1%		
3 mois	5,90%	4,1%	2,7%	3,9%	5,9%	5,2%	5,7%	6,2%
6 mois	5,29%	4,0%	2,7%	5,2%	4,2%	4,4%	3,0%	4,2%
9 mois	5,52%	4,5%	4,6%	6,0%	5,2%	4,5%	5,4%	5,1%
1 an	5,31%	4,3%	4,4%	5,8%	4,5%	4,4%	5,2%	5,1%
2 ans	4,79%	5,3%	4,8%	6,1%	5,0%	5,2%	5,4%	11,2%
3 ans	5,94%	6,2%	5,9%	6,3%	5,9%	6,1%	5,6%	5,9%
4 ans	7,86%	6,7%	8,3%	6,4%	7,4%	8,3%	6,6%	7,2%
5 ans	6,05%	6,2%	5,9%	6,4%	6,2%	6,5%	5,8%	6,2%
6 ans	6,23%	7,7%	5,4%		6,3%	7,7%	6,3%	7,4%
7 ans	6,28%	6,4%	6,1%		6,7%	6,5%	6,0%	6,4%
8 ans	6,61%		6,1%					
9 ans	6,79%		6,1%					
10 ans	6,89%		6,1%					

Courbe des taux (zéro coupon)



## LES OFFRES PUBLIQUES

Une offre publique (OP) est une opération lancée à destination du public. Le plus souvent, une société ou un groupe d'investisseurs propose à des investisseurs de leur acheter, échanger ou vendre un certain nombre de titres d'une société.

Il existe 05 sortes d'OP :

- **l'offre publique d'achat (OPA)**

Une OPA consiste à proposer aux actionnaires d'une société cotée l'achat de la totalité de leurs titres durant une période donnée à un prix versé en numéraire (contrairement à une Offre Publique d'Echange/OPE qui comprend un échange d'actions).

Les sociétés lançant ce type d'opérations le font pour :

- o accroître leurs parts de marché ;
- o éliminer un concurrent ;
- o acquérir un savoir-faire, etc.

Pour les actionnaires apportant leurs titres à l'opération, ce type d'opération est intéressant, car il coïncide généralement avec une plus-value. En effet, pour être couronnée de succès, l'offre doit être attractive pour l'actionnaire de la société cible et donc supérieure aux derniers cours cotés.

On distingue les OPA amicales dans laquelle l'acheteur et la société cible se sont entendus et ont passé un accord validé par leur conseil d'administration et les OPA hostiles où la société cible refuse l'offre d'achat et tente de la faire échouer.

- **l'offre publique d'échange (OPE)**

C'est une opération de marché par laquelle une société fait connaître au public son intention d'échanger ses propres titres contre ceux d'une société qu'elle désire contrôler.

Le paiement des actionnaires s'effectue donc en titres et non en numéraire, comme dans le cadre d'une OPA.

- **L'offre publique de retrait (OPR)**

L'OPR est la proposition d'un actionnaire majoritaire de racheter les titres cotés en bourse des actionnaires minoritaires.

Le plus souvent, une OPR est lancée à l'issue d'une OPA (Offre publique d'Achat) ou d'une OPE (Offre publique d'échange) afin de ramasser les titres qui n'ont pas été apportés à cette offre.

Le prix proposé aux minoritaires est souvent le même que celui de l'OPA (ou de l'OPE).

- **l'offre publique de rachat d'actions (OPRA)**

L'OPRA consiste en ce qu'une société rachète ses propres actions. Elle est lancée par l'entreprise à laquelle les actions sont attachées. La société annonce qu'elle offre à ses actionnaires de leur racheter une partie des actions. Cela implique que des détenteurs d'actions de l'entreprise, corrélativement, les revendent à ladite entreprise. Ils ne sont d'ailleurs pas obligés de le faire. Le succès d'une OPRA n'est donc jamais assuré.

Cette opération a l'avantage de faire grimper le cours de l'action vue qu'elle s'accompagne d'une annulation des actions rachetées. Les dividendes et le bénéfice net par action augmentent également.

- **l'offre publique de vente (OPV)**

Une offre publique de vente (OPV) est une opération lors de laquelle un actionnaire s'engage à céder une quantité déterminée de titres, à un prix fixé à l'avance.

Cette procédure est fréquemment utilisée lors des introductions en bourse ou des opérations de privatisation.

L'offre publique de vente répond à une logique particulière : réalisée par des actionnaires, par exemple l'État lors d'une opération de privatisation, elle consiste à mettre en vente les actions d'une société selon des conditions précises de quantité et de prix.

**CORIS BOURSE**  
10 ans de dynamisme  
au service des économies de l'UEMOA

BURKINÀ FASO : +226 25 33 14 85 | CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 13 | MALI : +223 20 70 59 00 | TOGO : +228 22 20 82 82

**Avertissement:**  
Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

